



AYITI INTEL | ONE-STOP INTELLIGENCE BRIEF

January 25, 2026

Intelligence for Haiti's Democratic Transition

RÉSUMÉ EXÉCUTIF

La crise constitutionnelle haïtienne demeure dans une impasse procédurale alors que les cinq membres du CPT qui ont voté le 21 janvier pour démettre le Premier ministre Alix Didier Fils-Aimé n'ont pas publié la résolution dans Le Moniteur, la rendant juridiquement nulle. Fils-Aimé et le président du CPT Laurent Saint-Cyr sont apparus ensemble le 23 janvier lors de la remise de diplômes de 877 nouveaux policiers, projetant une unité exécutive et obtenant l'appui des États-Unis. Les partis politiques UNIR, FNC et OPL ont exigé le départ du CPT le 7 février conformément au cadre de transition d'avril 2024. Le Kenya a déployé 217 policiers supplémentaires le 18 janvier, portant le personnel total du MSS à 1 200, mais le déploiement complet du GSF a glissé à octobre 2026. La gourde s'est maintenue à 132-133 HTG par USD sans incidents sécuritaires majeurs au cours des dernières 24 heures.



RÉSUMÉ RAPIDE POUR LES PARTIES PRENANTES

La résolution de destitution du CPT non publiée dans Le Moniteur crée une impasse juridique à 13 jours de l'expiration du mandat le 7 février.

L'apparition conjointe de Fils-Aimé et Saint-Cyr lors de la remise de diplômes policiers signale une coordination exécutive et un soutien américain.

877 nouveaux agents de la PNH ont obtenu leur diplôme dans le cadre du programme P4000, première cohorte des 4 000 prévus d'ici début 2027.

Le Kenya a renforcé le déploiement haïtien à 1 200 personnels mais le calendrier du GSF retardé à avril pour les prochains contingents.

Les partis politiques exigent le départ du CPT le 7 février sans cadre successoral proposé.

DÉVELOPPEMENT 1: La résolution de destitution du CPT demeure non publiée tandis que Fils-Aimé et Saint-Cyr projettent l'unité exécutive

L'impasse entre le Premier ministre Alix Didier Fils-Aimé et cinq membres du CPT tentant sa destitution est entrée dans une impasse procédurale alors que la résolution du 21 janvier est demeurée non publiée dans Le Moniteur, la gazette officielle requise pour la validité juridique. Sans publication, la destitution manque de force, gelant effectivement la crise dans les limbes. Les cinq membres, Fritz Alphonse Jean, Leslie Voltaire, Louis Gérald Gilles, Edgard Leblanc Fils et Smith Augustin, n'ont fait aucune déclaration publique au cours des dernières 24 heures, suggérant un désaccord interne ou un délai stratégique.

Dans ce contexte, Fils-Aimé et le président du CPT Laurent Saint-Cyr sont apparus ensemble le 23 janvier lors de la cérémonie de remise de diplômes de l'Académie nationale de police pour 877 nouveaux agents, la première cohorte du programme P4000 visant à former 4 000 policiers d'ici début 2027. L'apparition conjointe a constitué un endossement tacite de la légitimité du Premier ministre et a signalé une coordination exécutive. Les remarques de Saint-Cyr portaient un sous-texte politique sans équivoque, affirmant que la majorité n'est pas deux, trois ou cinq personnes mais le peuple, et que les intérêts de la majorité sont la sécurité. La référence à cinq personnes semblait directement réprimander les membres du CPT qui ont signé la résolution de

destitution.

Saint-Cyr a exhorté les forces de sécurité nationale à rester pleinement mobilisées contre toute tentative de déstabilisation et à servir la loi, la République et le peuple, non la politique. Le langage a encadré l'effort de destitution comme une déstabilisation politique et a positionné la loyauté des forces de sécurité avec la continuité institutionnelle. Fils-Aimé a renforcé l'autorité exécutive, déclarant que l'État ne recule plus et assume pleinement sa mission. Le chargé d'affaires américain Henry Wooster a assisté et réaffirmé que la sécurité et la stabilité d'Haïti sont la priorité absolue de Washington. La messagerie coordonnée de Saint-Cyr, Fils-Aimé et Wooster a créé une solidarité institutionnelle visant à saper la légitimité des cinq membres du CPT.

La pression politique sur le CPT s'est intensifiée de multiples directions. Le 25 janvier, l'UNIR a publié une déclaration exigeant le départ du CPT le 7 février conformément à l'accord de transition du 3 avril 2024. Le secrétaire général Rémy Junior Moschino a souligné que 2026 est consacrée aux élections qui doivent impérativement se tenir selon les dispositions constitutionnelles. Le parti FNC a formulé des exigences similaires le 20 janvier, précisant que le CPT doit partir le 6 février à 23h59, tandis que l'OPL a appelé au départ inconditionnel de toutes les autorités transitoires. Le parti Compromis Historique a publiquement désavoué Smith Augustin le 21 janvier malgré sa signature sur la résolution de destitution.



CONTEXTE HISTORIQUE

L'accord de transition du 3 avril 2024 a établi le CPT avec un mandat expirant le 7 février 2026, créant une fenêtre de 13 jours pour soit formaliser la destitution du PM, négocier une succession, ou permettre un vide institutionnel. Les dispositions constitutionnelles permettent à un Premier ministre de continuer durant les transitions si aucun successeur n'est nommé, renforçant la position de Fils-Aimé.

POINTS DE DISCUSSION

Cinq membres du CPT ont échoué à publier la résolution de destitution dans Le Moniteur, la rendant juridiquement nulle.

L'apparition conjointe de Fils-Aimé et Saint-Cyr lors de la remise de diplômes policiers a démontré l'unité exécutive et l'appui américain.

La déclaration de Saint-Cyr que la majorité est le peuple a directement réprimandé la faction de cinq membres du CPT.

Les partis UNIR, FNC et OPL exigent le départ du CPT le 7 février sans cadre successoral proposé. Le parti Compromis Historique a désavoué Smith Augustin malgré sa signature sur la résolution de destitution.

13 jours restent jusqu'à l'expiration du mandat du CPT le 7 février 2026.

DÉCISIONS RECOMMANDÉES

Les organisations internationales devraient se préparer à trois scénarios: le CPT publiant la

destitution et déclenchant des sanctions américaines, le CPT se dissolvant le 7 février avec vide de gouvernance, ou un cadre de transition négocié dans les 13 prochains jours.

Les entreprises devraient maintenir des plans de contingence pour l'instabilité politique et surveiller si la résolution de destitution est publiée d'ici fin janvier.

Les acteurs diplomatiques devraient engager Saint-Cyr et Fils-Aimé pour soutenir un cadre négocié post-7 février prévenant le vide institutionnel.

Les organisations humanitaires devraient positionner des ressources anticipant une perturbation potentielle de la gouvernance et une détérioration sécuritaire après le 7 février.

Les réseaux de la diaspora devraient surveiller de près les développements étant donné la fin du TPS le 3 février et la convergence de la crise politique.



CONFIANCE



Haute confiance basée sur les rapports institutionnels officiels.

DÉVELOPPEMENT 2: Le Kenya renforce le déploiement à 1 200 personnels tandis que le calendrier du GSF glisse et que la PNH diplôme 877 agents

Le Kenya a déployé 217 policiers supplémentaires en Haïti le 18 janvier, portant le personnel total du Soutien multilatéral de sécurité à environ 1 200. Le déploiement représente l'engagement continu du Kenya en tant que contributeur principal de la mission appuyée par l'ONU mais souligne la génération de forces internationale lente. Le Conseil de sécurité de l'ONU a autorisé la Force de suppression des gangs le 30 septembre 2025, avec un mandat pour jusqu'à 5 550 personnels, pourtant seulement 1 200 sont déployés quatre mois plus tard. Le représentant spécial du GSF Jack Christofides a annoncé le 22 janvier que les premiers nouveaux contingents au-delà du Kenya n'arriveront pas avant avril 2026, avec un déploiement complet projeté en octobre 2026, laissant les forces de sécurité haïtiennes en sous-effectif durant la période de transition critique de février.

Les 877 nouveaux agents de la PNH diplômés le 23 janvier représentent l'ajout de classe unique le plus important des dernières années et le premier produit tangible du programme P4000. Toutefois, l'efficacité demeure incertaine car les agents n'ont complété que quatre mois de formation, un calendrier compressé comparé aux académies de police standard, et se déploieront dans des zones contrôlées par les gangs où les opérations de la PNH ont tué 50 civils et déplacé 5 800 personnes depuis le 1er janvier. Le directeur général de la PNH André Jonas Vladimir Paraison a dit aux diplômés que leur mission est de combattre les groupes armés, reconquérir les territoires perdus et permettre aux populations de rentrer chez elles.

Les opérations de la PNH se sont poursuivies tout au long de janvier avec des gains tactiques mais des pertes civiles croissantes. Entre le 1er et le 18 janvier, la PNH a saisi 25 armes à feu et 14 269 cartouches et arrêté trois trafiquants. Une opération du 20 au 21 janvier à Bercy a tué six membres de gangs, tandis qu'une frappe du 14 janvier a ciblé le bastion de Delmas 6 du leader de Viv Ansanm Jimmy Chérizier. Le porte-parole de la PNH Frantz Lerebours a déclaré que les opérations

ont réalisé un arrêt net de la nouvelle prise de territoire par les gangs et ont démoli la maison de Chérizier, réduisant les chances de sa faction de se rétablir dans la zone. Toutefois, les actions des forces de sécurité ont tué 50 civils et déplacé 5 800 personnes des quartiers de Port-au-Prince depuis le 1er janvier.

Le GSF demeure sévèrement sous-financé avec le fonds fiduciaire de l'ONU détenant seulement 113 millions USD des 800 millions nécessaires annuellement, et aucune nouvelle donation reçue depuis août 2025. Les États-Unis ont contribué seulement 15 millions au fonds fiduciaire tandis que le Canada a fourni 63 millions. Le chef de la BINUH Carlos Ruiz Massieu a averti le 21 janvier que les gains sécuritaires demeurent fragiles et risquent l'inversion sans pression soutenue et prestation de services de base. Les gangs contrôlent toujours 80 à 90 pour cent de Port-au-Prince malgré des parties du centre-ville, du Champ de Mars, de Delmas 19 et de Nazon passant de contrôlées par les gangs à un statut contesté.



CONTEXTE HISTORIQUE

Le programme P4000 lancé en 2025 vise à ajouter 4 000 policiers d'ici début 2027 pour répondre aux lacunes de personnel de la PNH. Le mandat du GSF a remplacé la structure de mission MSS menée par le Kenya en septembre 2025 mais a maintenu le Kenya comme contributeur principal. Entre mars et septembre 2025, les opérations de drones de Vectus Global ont tué 547 personnes incluant 20 civils et 11 enfants, suscitant la critique de l'ONU sur les frappes probablement illégales.

POINTS DE DISCUSSION

Le Kenya a déployé 217 agents supplémentaires le 18 janvier, portant le total du MSS à 1 200 des 5 550 autorisés.

Le calendrier du GSF a glissé avec les prochains contingents retardés à avril et le déploiement complet à octobre 2026.

877 agents de la PNH ont obtenu leur diplôme le 23 janvier, plus grande classe unique et première cohorte P4000.

Les agents ont complété une formation compressée de quatre mois et se déploient dans des zones où la PNH a tué 50 civils depuis le 1er janvier.

Les opérations de la PNH ont saisi 25 armes à feu et 14 269 cartouches entre le 1er et le 18 janvier. Le GSF sous-financé à 113 millions des 800 millions annuellement sans donations depuis août 2025.

DÉCISIONS RECOMMANDÉES

Les donateurs internationaux devraient prioriser le financement du GSF pour accélérer le calendrier de déploiement et prévenir le vide sécuritaire de février.

Les entreprises devraient évaluer la sécurité opérationnelle basée sur 877 nouveaux agents fournissant une amélioration marginale, non transformationnelle.

Les organisations humanitaires devraient se préparer aux augmentations potentielles de pertes civiles alors que les nouveaux agents se déploient dans les zones contestées.

Les acteurs politiques devraient reconnaître que les gains sécuritaires demeurent fragiles et que le contrôle des gangs persiste sur 80 à 90 pour cent de Port-au-Prince.
Les réseaux de la diaspora devraient tenir compte des améliorations sécuritaires limitées lors de conseils aux membres de famille sur les déplacements et la sécurité.



CONFIANCE



Haute confiance basée sur les rapports institutionnels officiels.

DÉVELOPPEMENT 3: Les partis politiques exigent le départ du CPT le 7 février sans cadre successoral proposé

Les partis politiques UNIR, FNC et OPL ont publiquement exigé le départ du CPT le 7 février 2026, conformément à l'accord de transition du 3 avril 2024, intensifiant la pression sur le conseil de transition avec 13 jours restants dans son mandat. Le 25 janvier, le secrétaire général de l'UNIR Rémy Junior Moschino a souligné que 2026 est consacrée aux élections qui doivent impérativement se tenir selon les dispositions constitutionnelles, appelant tous les acteurs à démontrer responsabilité et maturité pour éviter un vide institutionnel ou un conflit de légitimité au sommet de l'État. La déclaration a positionné l'UNIR comme défendant le calendrier de transition contre les tentatives du CPT d'étendre son mandat ou de créer une perturbation de gouvernance par l'effort de destitution du PM.

Le parti FNC a formulé des exigences similaires le 20 janvier, précisant que le CPT doit partir le 6 février à 23h59, utilisant un timing précis pour souligner l'échéance légale. L'OPL a appelé au départ inconditionnel de toutes les autorités transitoires, suggérant une réinitialisation complète du cadre de transition plutôt qu'une rétention sélective du CPT ou du PM. Les exigences coordonnées de trois partis politiques majeurs signalent une pression domestique croissante sur le CPT au-delà des menaces de sanctions internationales, créant un défi à deux fronts pour les cinq membres qui ont signé la résolution de destitution.

Notamment, aucun parti politique n'a proposé de cadre successoral concret ou de structure de gouvernance post-7 février. L'UNIR, le FNC et l'OPL ont articulé des exigences de départ mais n'ont offert aucune feuille de route pour la succession constitutionnelle, la mise en uvre du calendrier électoral ou la désignation d'autorité intérimaire. Le parti Compromis Historique a publiquement désavoué Smith Augustin le 21 janvier malgré son appartenance au CPT et sa signature sur la résolution de destitution, démontrant le rejet interne du parti de ses actions. Le désaveu a affaibli la coalition de cinq membres en retirant l'appui partisan d'un membre, pressant potentiellement Augustin de retirer son soutien à l'effort de destitution.

Les implications opérationnelles sont frappantes. Avec 13 jours jusqu'à l'expiration du mandat et aucun cadre successoral proposé, Haïti fait face à trois scénarios: le CPT publie la résolution de destitution et tente l'installation d'un nouveau PM risquant des sanctions américaines et la

résistance de la PNH, le CPT se dissout le 7 février avec vide de gouvernance laissant seulement le cabinet de Fils-Aimé sous les dispositions de continuité constitutionnelle, ou les acteurs politiques négocient un cadre post-7 février dans le temps restant. Le troisième scénario apparaît le plus viable étant donné la démonstration de fonctionnalité exécutive et d'appui international de Saint-Cyr et Fils-Aimé lors de la remise de diplômes policiers, les positionnant pour ancrer une solution négociée.



CONTEXTE HISTORIQUE

L'accord de transition du 3 avril 2024 a établi le CPT comme un corps de neuf membres avec un mandat jusqu'au 7 février 2026, chargé de nommer un Premier ministre et de permettre les conditions électorales. L'accord n'a pas précisé les mécanismes de succession post-mandat ou les procédures de renouvellement du CPT, créant l'ambiguïté institutionnelle actuelle. Les dispositions constitutionnelles permettent à un Premier ministre de continuer durant les transitions si aucun successeur n'est nommé, permettant potentiellement à Fils-Aimé de rester même si le CPT se dissout.

POINTS DE DISCUSSION

L'UNIR a publié une déclaration le 25 janvier exigeant le départ du CPT le 7 février selon l'accord de transition d'avril 2024.

Le FNC a précisé l'échéance de départ au 6 février à 23h59 tandis que l'OPL a exigé le départ inconditionnel de toutes les autorités.

Aucun parti politique n'a proposé de cadre successoral ou de structure de gouvernance post-7 février.

Le Compromis Historique a désavoué Smith Augustin malgré son appartenance au CPT et sa signature de destitution.

13 jours restent jusqu'à l'expiration du mandat du CPT avec trois scénarios possibles.

Les dispositions constitutionnelles peuvent permettre à Fils-Aimé de continuer comme PM même si le CPT se dissout.

DÉCISIONS RECOMMANDÉES

Les organisations internationales devraient engager les partis politiques pour développer un cadre concret post-7 février avant l'échéance.

Les entreprises devraient se préparer à l'incertitude de gouvernance après le 7 février indépendamment du résultat de la résolution de destitution.

Les acteurs politiques devraient initier un dialogue national urgemment pour négocier un mécanisme de succession et prévenir le vide institutionnel.

Les missions diplomatiques devraient coordonner la messagerie soutenant une solution négociée plutôt que des actions unilatérales du CPT ou du PM.

Les autorités électorales devraient clarifier la faisabilité du calendrier étant donné que 23 communes restent sous contrôle des gangs rendant les opérations du CEP impossibles.



CONFIANCE



Haute confiance basée sur les rapports institutionnels officiels.

DÉVELOPPEMENT 4: La fin du TPS le 3 février menace 340 000 Haïtiens alors que la crise politique converge avec le risque de déportation

Le Statut de protection temporaire pour les Haïtiens se termine le 3 février 2026, menaçant 340 000 à 353 000 Haïtiens aux États-Unis de perte de statut légal dans neuf jours. Des déportations massives pourraient suivre, déstabilisant davantage Haïti en submergeant un État déjà fragile avec des rapatriés au milieu de la crise CPT-PM, du contrôle des gangs de 80 à 90 pour cent de Port-au-Prince et des limitations d'accès aéroportuaire. Le timing crée une triple convergence: fin du TPS le 3 février, expiration du mandat du CPT le 7 février et accès limité des transporteurs américains par l'interdiction de la FAA s'étendant au 7 mars, compressant de multiples vecteurs de crise dans une fenêtre de quatre jours.

Les flux de transferts totalisant 4,9 milliards USD annuellement et représentant 21,4 pour cent du PIB pourraient faire face à une perturbation alors que 62,8 pour cent provient des États-Unis. La crise politique combinée à la fin du TPS peut réduire les flux alors que les Haïtiens déportés perdent des sources de revenus et que les membres restants de la diaspora réduisent les transferts au milieu de l'incertitude économique. Les 5,7 millions d'Haïtiens faisant face à l'insécurité alimentaire aiguë, incluant 1,9 million en phase d'urgence, dépendent fortement des transferts pour la survie, rendant toute perturbation immédiatement menaçante pour la vie des populations vulnérables.

Les contraintes de retour aggravent le défi humanitaire. L'accès aéroportuaire demeure limité au Cap-Haïtien pour les vols internationaux alors que l'Aéroport international Toussaint Louverture fait face aux restrictions de la FAA jusqu'au 7 mars et aux suspensions de JetBlue jusqu'en avril. Le contrôle des gangs de 80 à 90 pour cent de Port-au-Prince rend le retour dangereux pour les déportés sans logement sûr, emploi ou réseaux de soutien familial. La préparation du gouvernement haïtien pour l'afflux de déportés apparaît minimale étant donné l'instabilité politique actuelle et la paralysie institutionnelle de l'impasse CPT-PM.

Le calendrier opérationnel présente une pression aiguë. Le TPS se termine dans neuf jours, nécessitant des décisions immédiates d'application américaine sur la détention, le traitement et la mise en uvre de la déportation. Haïti a 13 jours jusqu'à l'expiration du mandat du CPT, créant potentiellement un vide de gouvernance coïncidant avec les arrivées de déportés. La convergence de ces échéances crée un stress institutionnel maximal précisément au moment où Haïti est le moins capable de gérer simultanément les défis humanitaires, politiques et sécuritaires. Les associations d'entreprises et chambres de commerce ont émis une déclaration le 23 janvier citant de graves préoccupations sur l'instabilité politique comme menace principale au climat des affaires, reflétant la conscience du secteur privé des risques en cascade.



CONTEXTE HISTORIQUE

Le TPS a été accordé aux Haïtiens suite au séisme de 2010 et étendu plusieurs fois basé sur des conditions extraordinaires continues incluant l'instabilité politique, la violence des gangs et les catastrophes naturelles. La fin du 3 février représente le changement de politique de l'administration Trump sur les désignations TPS. Les 340 000 à 353 000 Haïtiens affectés représentent l'une des plus grandes populations TPS, et les déportations à cette échelle constitueraient le plus grand retour forcé de l'histoire haïtienne.

POINTS DE DISCUSSION

Le TPS se termine le 3 février, affectant 340 000 à 353 000 Haïtiens avec perte de statut légal dans neuf jours.

La fin coïncide avec l'expiration du mandat du CPT le 7 février, créant une convergence de quatre jours de crises politiques et humanitaires.

Les transferts de 4,9 milliards annuellement et 21,4 pour cent du PIB à risque alors que 62,8 pour cent provient des États-Unis.

5,7 millions d'Haïtiens font face à l'insécurité alimentaire aiguë avec 1,9 million en phase d'urgence dépendant des transferts.

L'accès aéroportuaire limité au Cap-Haïtien avec les restrictions de Port-au-Prince jusqu'au 7 mars.

Le contrôle des gangs de 80 à 90 pour cent de la capitale rend le retour dangereux sans logement sûr ou réseaux de soutien.

DÉCISIONS RECOMMANDÉES

Les organisations internationales devraient coordonner avec les autorités américaines sur un calendrier de déportation par phases pour prévenir de submerger la capacité d'Haïti.

Les agences humanitaires devraient pré-positionner des ressources pour la réception des déportés et l'assistance immédiate au Cap-Haïtien et les arrivées potentielles à Port-au-Prince.

Les entreprises devraient évaluer les impacts de perturbation des flux de transferts sur le pouvoir d'achat des consommateurs et l'activité économique.

Les réseaux de la diaspora devraient fournir des conseils juridiques urgents aux détenteurs de TPS affectés sur les demandes de prolongation et les options de statut alternatives.

Le gouvernement haïtien devrait établir des protocoles de réception des déportés malgré la crise politique pour gérer la réponse humanitaire.

Les missions diplomatiques devraient plaider pour une prolongation du TPS ou une mise en œuvre par phases étant donné la convergence avec la transition politique.



CONFIANCE



Haute confiance basée sur les rapports institutionnels officiels.

CE QU'IL FAUT SURVEILLER ENSUITE

PROCHAINES 24 À 48 HEURES

La publication de la résolution de destitution du CPT dans Le Moniteur formaliserait la destitution du PM et déclencherait une réponse de sanctions américaines en heures.

Le vote de renouvellement du mandat de la BINUH par l'échéance du Conseil de sécurité du 31 janvier détermine la continuité de la mission politique à travers la transition de février.

L'annonce de désignation de sanctions du Département d'État américain ciblant Fritz Jean, Leslie Voltaire ou d'autres membres du CPT sous les autorités Global Magnitsky ou spécifiques à Haïti.



Le mouvement du taux de change de la gourde au-delà de 134 HTG par USD signale une fuite de capitaux ou un effondrement de confiance.

Les affectations de déploiement de la PNH pour 877 nouveaux agents dans des zones contestées avec potentiel de confrontations immédiates avec les gangs.

CETTE SEMAINE

La mobilisation des partis politiques pour des manifestations ou démonstrations avant l'échéance du 7 février alors que la pression de l'UNIR, du FNC et de l'OPL s'intensifie.

L'annonce de résultat du dialogue national si le CPT atteint un consensus sur un cadre post-7 février ou admet l'échec.

Les opérations de police kényane utilisant les renforts du 18 janvier pour étendre le contrôle territorial ou sécuriser les infrastructures clés.

Les attaques de représailles de gangs contre la PNH, le GSF ou des cibles civiles dans les zones de Bercy, Champ de Mars ou Delmas.

Les actions d'application du TPS commençant le 3 février avec des tests de capacité de détention et de traitement américains.

HORIZON STRATÉGIQUE

L'expiration du mandat du CPT le 7 février créant des scénarios de gouvernance: destitution publiée avec sanctions, dissolution avec vide ou cadre négocié.

L'accélération du déploiement du GSF ou le retard continu au-delà du calendrier d'avril affectant l'adéquation des forces de sécurité durant la transition.

Les défis de mise en uvre du calendrier électoral étant donné que 23 communes sous contrôle des gangs rendent les opérations du CEP impossibles.

Les lacunes de financement humanitaire menaçant les opérations du PAM nécessitant 44 millions jusqu'en avril et le Plan de réponse humanitaire de 880 millions sévèrement sous-financé.



La détérioration de la confiance du secteur privé si la crise politique s'étend au-delà de février avec les avertissements des associations d'entreprises de graves préoccupations se matérialisant.

SOURCES PRIMAIRES

1. Rezonodwes, Mise à jour de la crise constitutionnelle haïtienne, 25 janvier 2026
2. RCI, Avertissement occidental sur le changement politique haïtien, 24 janvier 2026
3. Haiti Libre, Cérémonie de remise de diplômes pour 877 policiers, 23 janvier 2026
4. Le National, Opérations de la PNH et pertes civiles, janvier 2026
5. Vant Bef Info, Le FNC exige le départ du CPT le 6 février, 20 janvier 2026
6. Reuters, Calendrier de déploiement de la force appuyée par l'ONU en Haïti, 22 janvier 2026
7. InAfrika, Déploiement de police kényane 217 agents, 18 janvier 2026
8. Anadolu Agency, Mise à jour du déploiement kenyan en Haïti, 18 janvier 2026
9. Haiti Libre, Message du Nouvel An du GSF, 31 décembre 2025
10. Haiti Info Project compte X, Opérations de la PNH Delmas 6, 17 janvier 2026
11. UN Security Council Report, Prévisions mensuelles Haïti, janvier 2026
12. VisaHQ, Fin du TPS par l'administration Trump février 2026, novembre 2025
13. Haiti Libre, Statut des transferts de la diaspora, décembre 2025
14. Global Petrol Prices, Prix du carburant en Haïti janvier 2026
15. Haiti Libre, Déclaration de graves préoccupations des associations d'entreprises, 23 janvier 2026
16. Karib Info, Étiquettes de sanctions américaines sur les membres du CPT, janvier 2026
17. UN Haiti, Lancement du Plan de réponse humanitaire 880 millions, décembre 2025
18. ReliefWeb, Briefing du RSSG de la BINUH au Conseil de sécurité, 21 janvier 2026